

NOÉ HIERNAUX

Doctorant en sciences politiques et sociales (ULiège)



Convergences et divisions du syndicalisme agricole wallon



Lauréat du *HERA Award Sustainable Democracy 2026*, Noé Hiernaux a consacré son mémoire de master en sociologie aux conflits sociaux dans le monde agricole wallon. Après avoir rencontré les Organisations Professionnelles Agricoles (OPA) et vingt agriculteurs

et agricultrices, il met en lumière la pluralité des éthiques professionnelles qui structurent le métier et invite à lire les mobilisations agricoles comme un espace traversé de stratégies, de vision et de projets politiques contradictoires.

Votre travail part des mobilisations agricoles de 2024. Que vouliez-vous comprendre ?

Ce qui m'intéresse, c'est toujours la question de l'action collective et la façon dont elle peut produire du changement. Avec l'agriculture, on a affaire à un secteur qui est tout de même très actif sur le plan de la contestation sociale. Il me semblait qu'il y avait beaucoup de discours idéologiques sur ce que doit être l'agriculture, à gauche comme à droite, et donc que la sociologie pouvait démystifier tout ça. Ce que je voulais comprendre, c'était comment les agriculteur·rices vivent réellement l'adversité politique et comment cela oriente leur action contestataire.

Votre recherche vous a permis d'esquisser deux éthiques de travail « concurrentes » dans l'espace agricole wallon. Pourriez-vous expliquer ce qu'elles recouvrent ?

En effet, l'enquête a donné à voir différentes éthiques de travail agricole, c'est-à-dire différents systèmes de valeurs qui guident les exploitant·es dans leur relation à leurs collègues et à leur environnement. Il y a d'une part ce que j'ai nommé « l'agriculture familiale » (à ne pas entendre dans l'usage courant du terme, où il désigne simplement une ferme dont les capitaux sont détenus par le chef d'exploitation). Cette éthique peut être identifiée à partir de certains éléments. Typiquement, l'exploitant·e accomplit elle-même l'essentiel des actes de production : il y a une faible division du travail. Les savoirs engagés dans la pratique professionnelle sont les savoirs issus du « métier », et non des disciplines apprises à l'école (agronomie, zootechnie, gestion). Ces agriculteur·rices ne pensent pas leur exploitation comme une entreprise détachée d'eux-mêmes, mais comme un ensemble homogène dans lequel bêtes, humains, machines et capitaux sont inextricablement liés. C'est par exemple chez eux-elles qu'on retrouve le plus de récriminations à l'encontre du robot de traite, considéré comme nuisible à la relation intime qui lie l'exploitant·e au bétail.

D'autre part, mon enquête a permis d'identifier un public d'agro-entrepreneur·ses délimitant quant à eux-elles une

« éthique entrepreneuriale ». Ce n'est pas qu'une question de volume de production : une telle éthique peut être définie à partir des trajectoires sociologiques. Un profil entrepreneurial, que j'ai surtout rencontré dans le secteur des grandes cultures, est celui du repreneur ou de la repreneuse d'une ferme prospère, qui a fait des études supérieures, ou alors qui a un passé professionnel en dehors de l'exploitation familiale. Grâce à leurs compétences gestionnaires, ils-elles sont capables d'investir et de s'agrandir pour faire face à la concurrence du marché. Par contre, l'exploitant·e a un contact expérientiel plus limité avec la terre et les bêtes que dans l'éthique familiale.

Cette typologie n'est-elle pas trop caricaturale ?

C'est forcément un peu schématique : dans la réalité, les situations sont beaucoup plus mêlées et c'est compliqué de ranger un·e agriculteur·rice exclusivement dans une éthique ou dans l'autre. Cependant, il y a quand même des tendances ou, comme on dirait en sociologie, des logiques d'action communes. Je pense que c'est utile de distinguer ces logiques d'action si on veut avoir une idée claire de ce qu'il est politiquement possible de faire avec tel ou tel public.

Comment ces deux éthiques professionnelles façonnent-elles la manière dont les agriculteur·rices se représentent leur rôle dans la contestation sociale et politique ?

On ne se battra pas avec la même intensité pour ce que l'on considère comme un *mode de vie* et pour ce que l'on considère comme une entreprise interchangeable avec une autre. De l'éthique de l'agriculture familiale découle un sentiment d'obligation très fort : les professionnel·les se sentent obligé·es de protéger ce mode de vie qui est leur bien commun. Dans une éthique d'entrepreneur·se, l'avenir de la ferme ne dépend pas des gains éventuels de la lutte politique, mais des capacités individuelles du·de la gestionnaire à faire prospérer sa ferme.

En quoi vos observations conduisent-elles à repenser la manière dont on envisage les politiques écologiques avec les agriculteur-rices ?

Si le public de l'agriculture familiale semble le plus susceptible d'être séduit par des revendications écologiques – parce qu'elles protègent l'environnement, le « pays » qu'on a toujours connu –, il ne faut pas que ces revendications prennent l'aspect d'une écologie bureaucratique telle qu'elle est actuellement imposée par la PAC. Au contraire, elles doivent valoriser un aspect essentiel du métier d'agriculteur-riche, à savoir le rapport sensible au vivant. Ce rapport expérientiel à la bête, au champ, est une condition nécessaire pour que le-la travailleur-se s'y sente attaché-e, et intègre donc dans son éthique de travail des considérations environnementales.

De plus, ma recherche permet de suggérer que la PAC telle qu'elle existe actuellement, même dans ses « conditionnalités vertes », n'est pas l'amie des écologistes. Ces conditions « vertueuses » à l'octroi de primes incitent les agriculteur-rices à moderniser leur exploitation en permanence, ce qui accroît l'endettement. L'effet pervers de cette politique est qu'elle accentue des dynamiques de concentration du capital : les grandes fermes investissent et s'adaptent tandis que les petites fermes, plus propices à l'expérimentation de pratiques agroécologiques, sont éliminées du marché.

Mais alors, comment ces différentes éthiques de travail sont-elles représentées – ou au contraire neutralisées – dans la structuration actuelle du syndicalisme agricole wallon ?

Cela ne se recoupe pas exactement. Beaucoup de cadres de la FUGEA (Fédération Unie de Groupements d'Éleveurs et d'Agriculteurs), que l'on sait favorables à une agriculture non-productiviste et plus respectueuse de l'environnement, ont des diplômes ou de l'expérience en dehors de la ferme, ce qui les range plutôt dans une éthique d'entrepreneur (d'entrepreneur « vert » en l'occurrence). À la FWA (Fédération Wallonne de l'Agriculture), on retrouve des agriculteur-rices attaché-es à l'éthique familialiste, alors que la direction tend plutôt à favoriser les agro-entrepreneurs de la Hesbaye et du Brabant. En fait, la position historique de la FWA comme syndicat majoritaire tient à cette faculté d'agréger deux publics différents (agriculteurs « familiaux » et agro-entrepreneurs) qui n'ont pourtant pas les mêmes intérêts. C'est pourquoi tout le travail idéologique de la FWA consiste à gommer les contradictions internes au monde agricole. Cet effort est à la fois tourné vers l'intérieur – en prétendant que tous les modèles de production sont bons, pourvu que ce soit le (ou la) chef de famille qui détienne les capitaux – et vers l'extérieur : en détournant les frustrations légitimes des agriculteur-rices vers des ennemis vagues et impuissants, les « bobos des villes ».

En quoi cette dissonance peut-elle conduire à un épuisement des luttes ?

C'est surtout que la lutte et le changement social ne sont pas les objectifs de la FWA. Celle-ci se considère davantage comme un partenaire du gouvernement que comme un contre-pouvoir – et ce, malgré l'incroyable ténacité des agriculteur-rices en termes de mobilisation. Si on regarde la fonction de la FWA dans les mobilisations de 2024, celle-ci a avant tout été de décourager l'esprit de

confrontation. Les mobilisations avaient commencé par des initiatives privées à Waremmes et à Verviers et ce n'est qu'après que la FWA les a récupérées, pour orienter les revendications sur la simplification administrative (dé-verdir la PAC). La base réclamait pourtant, et surtout, une politique de prix. C'est d'ailleurs pour ça que, dans les premières semaines de manifestation, beaucoup d'agriculteur-rices plus âgé-es ont demandé à rejoindre la FJA (Fédération des Jeunes Agriculteurs), plus combative. Et pour l'instant, la FUGEA s'appuie sur une base sociale qui reste trop confidentielle.

Pourquoi un mouvement social comme le MOC devrait-il, selon vous, s'intéresser à un secteur qui emploie à peine 2 % de la population active en Wallonie ?

Je pense qu'on peut répondre à cette question avec trois arguments. Le premier est que l'agriculteur reste une figure structurante de l'imaginaire collectif dont les mobilisations sont assorties d'une forme de caution morale qui lui permet d'entreprendre des actions bien plus musclées que les manifestations auxquelles la gauche urbaine est habituée. Ensuite, dans les zones rurales, l'agriculteur-riche est une figure notable, susceptible d'endosser le rôle de leader d'opinion. La troisième raison est d'ordre tactique : en tant que propriétaire de ses moyens de production, le secteur agricole dispose d'outils de contestation et de blocage sans équivalent. Que l'on songe au nombre de militant-es entraîné-es qu'il faudrait pour bloquer l'aéroport de Zaventem, performance courante dans le répertoire de l'action contestataire agricole. Par ailleurs, si la Wallonie veut s'extraire de ses dépendances à un commerce mondialisé écocidaire, se pose la question de la souveraineté alimentaire. S'engager sur la piste de la souveraineté alimentaire exigerait des choix politiques forts, notamment en termes de régulation du marché des denrées agricoles et de régulation du marché foncier ; et c'est peu dire que le marché européen est précisément construit contre ce genre d'initiatives. Le concours de la population agricole, qui exécute les politiques agricoles, sera donc indispensable. Trouver une manière d'associer les travailleur-ses de la terre à la lutte devrait donc intéresser tous les mouvements d'opposition progressistes et anticapitalistes, comme le MOC.

Que pourrait être une alliance réussie ?

Selon moi, la FJA occupe actuellement une place très intéressante dans l'équilibre syndical wallon. C'est un corps intermédiaire au sens plein. Elle remplit les fonctions classiques d'un syndicat (organiser la conflictualité et négocier avec les autorités), mais elle se rend également très présente auprès de la jeunesse agricole au travers de ses formations, ainsi que de ses célèbres fêtes qui, dans certaines zones rurales, rassemblent des gens qui n'auraient autrement pas beaucoup de lieux pour se rencontrer. Une alliance réussie consisterait donc en un rapprochement de la FJA et de la FUGEA, car les deux organisations disposent de compétences complémentaires : la FJA grâce à son ancrage fort à la base, la FUGEA avec la force de ses plaidoyers pouvant attirer de jeunes exploitant-es encore peu politisé-es. La bonne intégration de la FUGEA dans les réseaux associatifs et militants pourrait également contribuer à décloisonner la FJA du strict milieu agricole, ce qui est une volonté exprimée par ses cadres. Pour autant, il faudrait pour cela que la FJA se décide à ne pas devenir une « FWA bis », ce qui semble pour l'instant la direction qu'elle a prise, soit par conviction, soit par dépit, faute d'un cap idéologique clair.

Découvertes



FOIRES ET FESTIVAL

Plusieurs événements dédiés aux vies et aux luttes paysannes se déroulent cet été. D'abord, l'incontournable **Petite Foire Paysanne**, clap 13°. Un événement organisé par le MAP (Mouvement d'Action paysanne) et d'autres partenaires en marge et en résistance à la Grande Foire agricole de Libramont. Autour du thème «L'agroécologie est paysanne!», la Petite Foire entend reprendre ses droits face au *greenwashing* et aux fausses solutions de l'agrobusiness et rappeler que l'agroécologie est un véritable projet de société basé sur l'équité, la solidarité et le respect du vivant. Vous pourrez y découvrir l'exposition de photos de Justine Havelange «Parcours de paysannes», qui signe un article de ce numéro (pp. 16-20). Infos: 25 et 26 juillet, site agroécologique de Roiveau-Tournay (Neufchâteau).

Fin août, place à **FARM OR DIE**, un festival itinérant de ferme en ferme. Du jeudi 27 au dimanche 30 août, un convoi festif fera étape dans quatre fermes de l'Entre-Sambre-et-Meuse pour fêter les 15 ans du RESAP, Réseau de Soutien à l'Agriculture paysanne. L'occasion de rencontrer des paysannes et paysans engagés dans des modèles agricoles inspirants, de réfléchir à comment renforcer les solidarités paysannes et construire des alternatives face à l'agrobusiness. Et puisqu'on sait que la révolution se fait aussi en dansant, un chariot à foin transformé en scène assurera l'ambiance musicale et festive. Info et inscriptions: www.brigadesactions paysannes.be.

Enfin, le 29 août à Villers-devant-Orval, au cœur de la Gaume, le collectif **Moins et Mieux** –citoyen·nes et associations de la région de Florenville qui questionnent nos habitudes de consommation et repensent nos besoins–s'associe au rendez-vous festif et raisonné **Bout d'août tout doux** pour vous proposer des ateliers, spectacles et promenades tout au long de la journée. À partir de 14h au Maraichage de Sophie, 17, rue des Hawys.

BD

De jeunes paysannes combatives et passionnées gèrent leur propre ferme et se heurtent au machisme du milieu agricole. On leur demande souvent: il est où le patron? Au fil d'une saison agricole, on suit en images trois paysannes qui se rencontrent, s'entraident et tissent une amitié forte. Jo démarre une ferme caprine, Anouk a quitté la ville pour devenir apicultrice, Coline a repris l'exploitation familiale. Toutes trois affrontent le sexisme du milieu agricole. En les accompagnant dans leur travail, on découvre leurs réflexions féministes, leurs difficultés quotidiennes et la force qu'elles trouvent en partageant leurs expériences pour faire entendre une voix qui bouscule le patriarcat.

Bénézit M. 2021. *Il est où le patron? Chroniques de paysannes*. Marabout, Paris, 160 p.



L'ALIMENTATION SAINNE, UN ENJEU COLLECTIF ET DÉMOCRATIQUE

Une caisse solidaire d'alimentation, vous connaissez? En Province du Luxembourg, d'une mobilisation locale réunissant acteurs associatifs et citoyen·nes autour de l'accès de toutes et tous à une alimentation de qualité est né le CréaS-SALux, branche locale du réseau national pour une Sécurité sociale de l'alimentation. Elle vise à créer la première caisse alimentaire commune de la province. Le principe: chacun·e contribue à la caisse à hauteur de ses moyens, tout le monde reçoit le même montant à aller dépenser auprès des commerces et des producteur·rices choisi·es par les citoyen·nes. Le CIEP-MOC LUX sera présent à la petite foire paysanne pour expliquer ce projet. À Namur, des citoyen·nes, associations et organisations dont le CIEP de Namur ont pour ambition de mettre sur pied le même type de projet. Son nom? «CaliNam». Vous voulez en savoir plus sur le projet? Rencontrez les membres de CaliNam sur le marché de Jambes le 20 août ou contactez-les directement via caisse.alimentaire.namur@gmail.com

Et toujours dans le Namurois, à Dinant, précisément, tous les vendredis, se déroulent les «Cuisine de quartier», un moment convivial de cuisine ouvert aux habitant·es qui peuvent ensuite partager un repas. Lancé en 2015, cet atelier est encadré par le CIEP, après plusieurs animations au CPAS de Dinant. Les objectifs sont d'améliorer l'accès à une alimentation de qualité et accessible, mais aussi de briser l'isolement social. Toutes les infos sur la page Facebook de l'Épicerie de la gare ou par courriel à info@epiceriedelagare.be.

L'ÉCOLOGIE POPULAIRE EN BALADES (SONORES)

Réalisées dans le cadre de la campagne du CIEP *Pour une écologie populaire, participative, juste et solidaire*, les Débats-lades de l'écologie populaire nous font arpenter les territoires de Bruxelles et de Wallonie en réfléchissant aux enjeux et défis—notamment écologiques—qui s'y jouent. Ces parcours explorent des initiatives concrètes, telles que des fermes urbaines ou des coopératives alimentaires. L'accès à l'alimentation saine est également au cœur de ces Dé-balades à découvrir en podcasts sur

<https://www.radio27.be/podcast/deballade-wallonie-picarde/>

ou sur <https://www.youtube.com/@moc-mouvementouvrierchreti82.0>